



XIX^{èmes} ASSISES DES PETITES VILLES – 26 et 27 mai 2016

RESOLUTION FINALE : L'APPEL DES PETITES VILLES

Réunis à La Grande-Motte les 26 et 27 mai 2016 dans le cadre des XIX^{èmes} Assises de l'APVF, les maires des petites villes appellent le Gouvernement à prendre la mesure de la gravité de la détérioration de la situation des collectivités locales, en retenant **trois priorités** : soutenir la capacité d'investissement du bloc local, garantir la pleine association des petites villes à la mise en place de la nouvelle architecture territoriale et renforcer l'attractivité des petites villes, notamment en développant les services publics indispensables à la cohésion sociale et au dynamisme économique.

Première priorité : sauvegarder la capacité d'investissement du bloc local

Après trois années consécutives de réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (pour un total cumulé de 15,5 milliards d'euros entre 2014 et 2016) qui a provoqué l'an dernier une contraction considérable de l'investissement public local à hauteur de 4,6 milliards d'euros, une nouvelle réduction de ces concours financiers, en 2017 pourrait aboutir à des effets récessifs très préjudiciables à l'emploi et la cohésion sociale. Dans le même temps, les communes, comme les autres niveaux de collectivités, ont été confrontées, à l'initiative de l'Etat, à de nombreuses dépenses contraintes nouvelles : inflation normative, revalorisation des grilles indiciaires des catégories C et de la valeur du point d'indice, augmentation de la CNRACL, mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires, et des réformes insuffisamment compensées qui ont dégradé les marges de manœuvre des communes.

Par conséquent, sans nier la nécessité de réduire les déficits publics mais prenant en considération l'importante contribution déjà assurée par les collectivités locales à l'effort national de redressement, l'APVF appelle le Gouvernement à prendre toute la mesure de la situation dans le projet de loi de finances pour 2017 en **renonçant à toute nouvelle diminution des concours financiers de l'Etat.**

L'investissement public local, dont dépendent nombre de PME pourvoyeuses d'emplois, pourrait être également et utilement soutenu par une **reconduction, en 2017, du fonds d'aide à l'investissement** mis en place par le Gouvernement en 2016, en particulier pour son enveloppe dédiée aux petites villes.

Enfin, cette participation des collectivités locales à la maîtrise des comptes publics implique que **la réforme de la Dotation globale de fonctionnement prenne pleinement en compte les charges de centralité** qui grèvent particulièrement les budgets des petites villes. L'APVF sera également attentive à ce que les capacités contributives des communes, et notamment des ressources fiscales dont elles disposent, soient mieux prises en compte.

Deuxième priorité : associer les petites villes à la mise en place de la nouvelle architecture territoriale

Dans les mois qui viennent, les régions vont mettre en pratique les nouvelles compétences que la loi NOTRe du 7 août 2015 leur confèrent pour la planification du développement économique et de l'aménagement du territoire.

Ces schémas régionaux doivent permettre que le dynamisme souhaitable des métropoles profite à leur périphérie et plus largement à l'ensemble des territoires régionaux.

Les maires des petites villes souhaitent être **pleinement associés à ces travaux** structurants pour l'avenir des territoires, au-delà des obligations légales de concertation pesant sur les régions.

Les petites villes seront d'autant mieux écoutées que leur voix sera relayée par des intercommunalités mieux armées.

Dans le cadre de la refonte de la carte intercommunale à l'horizon du 1^{er} janvier 2017, les dispositifs de concertation prévus par la loi NOTRe ont souvent permis aux élus de faire valoir leur vision. Mais pour être réussie cette réforme devra être opérée, par les préfets, dans un esprit de concertation : **rien de durable ne pourra être construit lorsque les élus locaux s'y opposent majoritairement.**

Pour réussir cette réforme, les communes et leurs EPCI auront aussi besoin **de temps et de souplesse** :

de temps, en matière fiscale pour faire converger leurs politiques d'abattement et en matière d'urbanisme pour harmoniser les PLU et les PLU appelés à fusionner en un document unique ;
de souplesse, avec un droit nouveau de sectoriser le versement transport.

Enfin les élus ont besoin, au plus vite, que les services de l'Etat les accompagnent dans cette préparation, notamment sur les questions financières.

En participant pleinement à la mise en place de cette nouvelle architecture territoriale, autour d'intercommunalités et de régions renforcées, les élus des petites villes, refusant le statu quo, prouvent leur capacité à adapter le cadre de leur action. Mais ils restent, dans le même temps, pleinement attachés à préserver leur capacité de décision à l'échelle de la commune.

C'est pourquoi l'APVF est attachée à la règle du fléchage, qui garantit le lien entre les élus intercommunaux et leur commune d'élection, et ils refusent en conséquence qu'en 2020 les conseillers communautaires soient désignés dans une circonscription unique. **L'intercommunalité ne saurait se transformer en supracommunalité.**

Troisième priorité : renforcer l'attractivité des petites villes

Pour soutenir le dynamisme des pôles que sont les petites villes, maillons essentiels d'un aménagement équilibré du territoire, de multiples chantiers sont ouverts. Il s'agit, dans le même temps, de rendre plus attractifs les centres-villes de nos communes et de garantir aux habitants des petites villes un accès aux services publics et privés indispensable à leur dynamisme.

Le premier de ces services est la sécurité publique. Alors qu'une zone de sécurité prioritaire sur cinq se trouve dans une petite ville, l'APVF appelle l'Etat à préserver les moyens de la police nationale, afin de ne plus subir la perte de gendarmes et de policiers, qu'a entraîné en son temps la Révision générale des politiques publiques.

Dans le contexte actuel, marqué par des attaques terroristes sans précédent sur notre sol et un état d'urgence prolongé, la police nationale et la police municipale sont complémentaires et nous n'entendons pas favoriser le remplacement de la première par la seconde.

Dans le même temps, la redynamisation des centres villes se pose avec acuité dans de nombreuses petites villes, notamment celles situées au centre de leur bassin de vie et qui souffrent de la concurrence de leur périphérie, tant sur le plan du commerce que du logement. Le manque de diversité des logements, leur typologie souvent mal adaptée pour les familles, leur vacance fréquente et parfois leur insalubrité ont entraîné une réduction de la population en centre-ville.

Pour permettre le renouvellement de ces centres-villes qui souffrent, l'APVF appelle l'Etat à amplifier **la démarche de contractualisation "Type Appel à manifestation d'intérêt "en** privilégiant une approche plus transversale qui permettra aux petites villes de mener à bien leur projet de revitalisation grâce à une approche globale du logement, du commerce, des équipements et des services pour répondre aux besoins des habitants.

Dans le domaine de la santé, pour répondre à la désertification médicale dans les territoires les plus fragilisés, l'APVF propose la mise en place, aussi bien en milieu rural qu'en périphérie des grandes agglomérations, de **Territoires prioritaires de santé**, sur le modèle des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Ce dispositif doit favoriser une approche territoriale qui implique l'ensemble des acteurs de l'offre de soins et qui pourra déboucher sur l'implantation de centres de santé, des mesures dérogatoires sur le seuil d'ouverture ou de fermeture de services, des mesures particulières pour les médecins, ou encore des encouragements à l'innovation et à l'expérimentation.

Enfin, aucun développement des territoires n'est désormais possible sans un accès continu et de bonne qualité aux **réseaux de communication numérique**.

Or environ mille petites villes demeurent à ce jour situées en zone blanche mais surtout en zone grise où l'accès au réseau est temporairement défaillant. Cette fracture numérique renforce le sentiment de relégation de nos habitants en plus d'empêcher les entreprises de s'installer ou de se développer.

Si l'APVF se félicite de l'émergence en début d'année d'une collaboration entre les collectivités, les opérateurs, et l'Etat qui a mobilisé 80 millions d'euros, elle demeure attentive au respect des engagements pris par le Gouvernement et demande que des moyens financiers soient dégagés à hauteur des ambitions affichées.

Dans la période de grande mutation qui s'ouvre, les maires des petites villes seront à la fois constructifs et vigilants. L'APVF soumettra donc, au début de l'année 2017, à tous les candidats à l'élection présidentielle, un **Manifeste des petites villes** et rendra publique les réponses qu'elle aura recueillies.